Côte d'Ivoire : entre deux eaux...

...Après l'océan, un film de Eliane de Latour

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Actualité -

juillet 2009, Jacques Denis, echos d'afrique

Neuf ans après Bronx Barbès, apnée dans les ghettos d'Abidjan qui se tailla un grand succès en Côte d'Ivoire, la réalisatrice Eliane de Latour sort Après l'océan. Une sorte de suite pour cette anthropologue française qui fréquenta Jean Rouch mais ne fait « surtout pas des films d'anthropologie ». Cette fois, la cinéaste s'est intéressée à l'immigration de deux de ceux qu'elle nomme les « ghettomen ». L'un sera expulsé suite à une rafle à Malaga, l'autre naviguera en eaux troubles avant de revenir au pays. « L'idée n'était pas de faire un film sur l'immigration classique, autour des questions d'intégration et de sécurité, mais plutôt sur le rêve. » Et sur la question de savoir comment rentrer au pays la tête haute, la tête basse. « Les candidats qui échouent deviennent alcooliques, désoeuvrés, restent cloîtrés au village. Derrière, il y a la violence des deux sociétés : après et avant l'océan. »

« Il fallait que ce film existe pour que les jeunes de nos bidonvilles comprennent que là-bas n'est pas la rose. Même ceux qui en reviennent avec de l'argent, ce n'est pas toujours propre », commentera le président Laurent Gbagbo, qui s'est personnellement impliqué dans le soutien financier à Après l'océan, le coproduisant à parts égales avec l'Angleterre et la France. Pourtant, la plupart des Ivoiriens croisés à l'occasion de l'avant-première, fin mai à Abidjan, lorsque le film a été projeté devant des milliers de personnes sur quatre grandes places populaires (Abobo, Yopougon, Koumassi et Port Bouët), ne rêvent que d'une chose : tenter l'aventure en Europe. « On dit que la France c'est pour les Français, la souffrance, c'est pour les Noirs, explique un étudiant en troisième année de droit lors de l'une de ces quatre soirées. Mais moi, je veux quand même y aller, juste pour me chercher et savoir ce qu'il en est avant de me rendre au paradis ou en enfer. »

En Côte d'Ivoire, 48,9 % de la population vit avec moins d'un euro par jour. Le pays est désormais éligible au statut de PPTE (pays pauvre très endetté). C'est l'une des raisons de cet exil collectif qui n'a cessé de grossir depuis le coup d'Etat de la fin 1999. « Le modèle, dans les quartiers, c'est celui qui est parti et qui est resté là-bas. Et peu importe comment il s'en sort, résume Abou Katamé, du Centre culturel français. L'ailleurs occupe une place trop importante dans l'imaginaire de la jeunesse africaine, qui ne rêve que de s'enfuir. C'est un échec de nos responsables politiques. Alors que l'ascenseur social ne marche plus ici, dans l'exil, tout le monde est à égalité, ou presque. »

« D'autant que ceux qui reviennent les poches pleines ne font que conforter la tendance. Mais ils ne disent pas comment ça se passe et ce qu'ils ont dû endurer », reprend Clay, diplômé ayant préféré demeurer sur zone. Mais la plupart, à l'image d'Otho dans le film, reviennent comme des moins-que-rien. C'est le cas de Sako, 22 ans, parti pour l'Espagne en pirogue, avec 85 autres galériens, depuis la Mauritanie. Coût de l'opération : 300 000 CFA pour rester une trentaine de jours en centre de rétention avant d'être renvoyé à la case départ. C'est cher payé. Mais il jure qu'il réessayera. Idrissa, 34 ans, travaille avec lui dans une des échoppes du quartier Adjamé. « Je suis né dans la misère, alors la galère en Europe, ça ne me fait pas peur. Je préfère mourir sur l'eau que vivre en Afrique. Dans notre tête, c'est scanné. » Non loin de là, dans le gloglo (les ruelles informelles) du quartier Abras, Oumar fait les comptes. A 29 ans, ce soudeur avait économisé près de deux millions de CFA pour faire la route. Direction l'Egypte, afin de passer par Israël, sur les conseils d'un copain qui « se débrouillait bien là-bas ». Résultat : un mort parmi ses 35 compagnons d'infortune. Et un retour au pays un mois après le départ. Et, malgré tout, toujours l'envie de s'enfuir. « Y a mille façons d'y arriver. Dès que j'ai l'argent, je repars, c'est certain ! »

A Abidjan, autour des ambassades européennes, pullulent les « canonniers », ceux qui vous propulsent sur Bengué, le dernier village avant la frontière malienne qui symbolise « l'Europe ». Chacun a sa méthode. Toutes sont aléatoires. Toutes ont un prix. Avec l'aide de sa soeur vivant en banlieue parisienne, et après un premier essai à 400 000 CFA via la Mauritanie, Doul a déboursé 3,2 millions CFA pour avoir un visa touristique. Direction Paris en 2001, pour « pouvoir mener une vie normale, avoir du travail ». Il y vivra en périphérie, agent de sécurité et couvreur pour moins que le SMIC, au black. Quatre ans à envoyer de précieux mandats tout en squattant à la Cité universitaire de

Cachan. « Chambre 142, 4e étage ! » Jusqu'à ce contrôle de papiers au métro Malakoff, un dimanche après-midi de 2006. Direction Vincennes, terminus Abidjan deux semaines plus tard. Depuis, comme Otho dans Après l'océan, il traîne sa désespérance dans une arrière-cour de Koumassi, prenant « des petites choses » pour faire passer la honte qui le hante. « Je suis prêt à tout pour recommencer. C'est trop la galère ici : pas de diplôme, pas de relations, pas de boulot ! Y a rien à faire, rien à perdre. Je veux repartir. »

Après l'océan, un film de Eliane de Latour, avec Fraser James, Marie Josée Croze, Djédjé Apali, Sara Martins, Lucien Jean Baptiste, Kad Merad, Jimmy Danger, Malik Zidi..., depuis le 8 juillet sur les écrans français. Voir le site du film.